100 Juristes réfugiés soudanais sur la voie d'inclusion et d'intégration professionnelle au Tchad

[Abéché, le 21 juillet 2025]

Par Bienvenu Daldigué, Associé aux communications

Abéché accueille le lancement officiel d'une formation inédite pour 100 juristes réfugiés soudanais. Une cérémonie empreinte de solennité et d'espoir s'est tenue ce lundi 21 juillet 2025 dans les locaux de l'Institut National Supérieur des Sciences et Techniques d'Abéché pour marquer le lancement d'un programme de formation de six mois destinés à cent réfugiés juristes professionnels soudanais.

De gauche à droite : les officiels et le publique lors de la cérémonie officielle du lancement de de formation de 100 juristes réfugiés soudanais sur le système juridique Tchadien à Abéché **©UNHCR/Bienvenu Daldigué**

Organisée conjointement par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et le Barreau du Tchad, avec le soutien financier de la Fondation MasterCard, cette initiative vise à favoriser l'intégration professionnelle des réfugiés Juristes dans leur pays d'asile, le Tchad.

Axée sur le droit tchadien, le programme de la formation permettra aux participants de se familiariser avec le système judiciaire tchadien, ses lois, ses règlements, ainsi que la pratique du droit et la pratique du Barreau dans le contexte local. Il s'agit d'un tremplin vers la reconnaissance de leurs compétences et leur inclusion dans le tissu juridique et institutionnel du pays.

La cérémonie de lancement a réuni des autorités administratives et judiciaires, des représentants du Barreau du Tchad, du HCR, les responsables des ONG nationales et internationales ainsi que des partenaires techniques et financiers témoigne d'une mobilisation multisectorielle. Dans son allocution, le Coordonnateur du HCR à l'Est du Tchad, M. Dossou Patrice Ahouansou a salué « *une initiative porteuse d'espoir, qui incarne les valeurs de solidarité, de dignité et de résilience* ». Aussi, elle s'inscrit dans une vision claire

« *favoriser l'intégration professionnelle des réfugiés Juristes qualifiés afin qu'ils puissent mettre leur talent et qualification à la disposition du pays d'asile, le Tchad* », a-t-il précisé.

Le représentant du Bâtonnier, Maître Daryo Nicaise a souligné que cette initiative est la première au Tchad et permettra au barreau et au HCR de renforcer leur partenariat « *A la fin de cette formation, nous assisterons à une diversification de compétence* », a-t-il précisé.

Une réponse concrète aux défis de l'asile

Ce programme s'inscrit dans une dynamique plus large d'inclusion et d'autonomisation des réfugiés à travers la formation et la reconnaissance des qualifications, l'accès à l'emploi. Il reflète également l'engagement du Tchad à offrir un environnement favorable à l'inclusion des personnes déplacées conformément à la N°027/PR/2020 portant asile en République du Tchad.

Le Secrétaire Général de la province de Ouaddaï Hissein Didigui ouvrant les travaux a déclaré que : « *L'insertion socioéconomique, professionnelle et la résilience des réfugiés, ainsi que des communautés d'accueil, constituent un pilier central dans le Plan National de Réponse à la crise Soudanaise (2025-2027) élaboré par le Gouvernement Tchadien* ». Cette formation a-t-il renchérit, permettra aux juristes professionnels réfugiés de mettre leurs compétences et savoir-faire sur le marché de l'emploi.

Pour les participants, cette formation représente bien plus qu'un apprentissage : c'est une reconnexion à leur vocation, une reconnaissance de leur expertise, et une porte ouverte vers une contribution active à la société tchadienne. « *Au nom de tous les réfugiés nous voudrions ici exprimer notre reconnaissance au HCR au barreau du Tchad ainsi qu'à la Fondation MasterCard pour cette immense opportunité* qui nous est offerte », témoigné Maître Adam Djibrine avocat soudanais.

Le programme se déroulera sur une période de six mois, avec des modules pratiques et théoriques, encadrés par des experts du Barreau du Tchad et des juges. Des évaluations régulières permettront de mesurer les acquis et d'orienter les perspectives d'intégration professionnelle.

Remise des copies de textes et lois en vigueur au Tchad aux bénéficiaires par les responsables du HCR, du Barreau et les autorités de la province **©UNHCR/Bienvenu Daldigué**